

« Les peuples africains ne supportent plus que les mêmes restent au pouvoir trop longtemps »

Abdou Diouf, le secrétaire général de l'OIF, souligne les avancées de la démocratie

ENTRETIEN

Ancien président du Sénégal (1981-2000), Abdou Diouf termine, à 79 ans, son troisième et dernier mandat en tant que secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui doit lui trouver un successeur au sommet de Dakar, les 29 et 30 novembre.

Pensez-vous que le « cas Compaoré » au Burkina Faso, va faire changer d'avis les dirigeants africains qui projettent de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir ?

Je suis sûr que cela les fera réfléchir. La déclaration de Bamako, adoptée en 2000, dit que la francophonie est contre toute modification subreptice des Constitutions ou du droit électoral à quelques mois d'élections. Lorsque l'on veut modifier la loi fondamentale, il faut un consensus.

Avez-vous mis en garde celui que vous appelez « mon ami Blaise Compaoré » dans vos « Mémoires », récemment publiés (Seuil, 384 p., 24 €) ?

Je ne renie pas mon amitié pour Blaise Compaoré. Lorsque j'étais chef de l'Etat, nous avons travaillé la main dans la main dans beaucoup de crises. J'ai beaucoup apprécié son rôle dans la résolution de la crise guinéenne et au Togo. Au Mali, c'est grâce à lui s'il y a eu des élections après le coup d'Etat.

L'avez-vous appelé pour tenter de le faire changer d'avis ?

Non, je n'ai rien vu venir. Je pensais que Blaise Compaoré avait apprécié la situation chez lui, aussi bien qu'il appréciait les situations en dehors de son pays. Mais d'autres efforts ont été entrepris. Ce n'est plus un secret que la préfé-

rence du président Hollande était que Blaise Compaoré acceptât de venir me remplacer [à la tête de la francophonie]. C'eût été magnifique : un homme habitué à gérer les crises aux côtés d'un administrateur chevronné et compétent, Clément Duhaime, qui continuait à gérer le quotidien de l'OIF et la coopération.

Pourquoi ne pas avoir suspendu le Burkina Faso de l'OIF, comme cela avait été le cas avec Madagascar ?

Au Burkina, ce n'est pas un coup d'Etat. Nous avons un président qui, face à une contestation de la rue assez violente, a préféré démissionner. L'armée a comblé le vide, rétabli l'ordre et la sécurité. Elle a accepté de quitter le pouvoir dès que la charte constitutionnelle aura été adoptée et qu'aura été désigné le nouveau chef de la transition civile.

Plusieurs chefs d'Etat africains veulent modifier leur Constitution, est-ce le signe que la démocratie recule en Afrique ?

Non, elle avance. Les peuples ne peuvent plus supporter que les

mêmes restent à la tête de l'Etat trop longtemps. Un mandat renouvelable une fois est suffisant.

Est-ce que l'OIF est toujours une organisation francophone ? Parmi ses 57 membres à part entière, 25 n'ont pas le français comme langue officielle ou co-officielle.

Ce sont des pays francophiles.

L'OIF devait-elle accepter le Qatar comme membre associé en 2012 ?

Le Qatar, qui a développé l'enseignement du français, pouvait être considéré comme un pays francophile, donc admissible au statut

d'observateur de l'OIF. Mais il réclamait de devenir membre associé. Dans la nuit avant l'ouverture du sommet de Kinshasa en 2012, les Qataris ont fait le tour de tous les chefs d'Etat africains et arabes pour les convaincre. Le lendemain, il y eut un tir groupé et, malheureusement, les pays du Nord n'ont rien dit. Ensuite, le Qatar n'a jamais payé sa contribution, de 600 000 euros par année. L'OIF proposera au prochain sommet que le Qatar se contente d'un statut d'observateur.

Selon le rapport de l'OIF, 274 millions de personnes sont « capables de s'exprimer en français » dans le monde. Et d'après les projections, en 2050, 715 millions seront francophones, dont 85 % en Afrique. N'est-ce pas optimiste ?

Le français continue de progresser dans le monde et la demande pour apprendre cette langue est supérieure à l'offre de cours. Mais le français est un colosse aux pieds d'argile : le maintien de cette progression, en concomitance avec la croissance démographique de l'Afrique, suppose une politique éducative ambitieuse, qui s'appuie sur les langues nationales. Actuellement, les moyens manquent.

Quels sont vos plus grands regrets, après vos douze années à la tête de l'OIF ?

Je n'ai pas réussi à convaincre les Français, surtout les scientifiques, de ne pas recourir à l'anglais dans les cercles internationaux. J'ai deux autres regrets : n'avoir pu obtenir que l'Algérie et Israël adhèrent à la francophonie, bien que j'aie tout fait pour. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE CHATELOT
ET MARTINE JACOT

« Au Burkina, ce n'est pas un coup d'Etat. L'armée a rétabli l'ordre, puis accepté de quitter le pouvoir »

ABDOU DIOUF